

Autre référence et repplier
dans votre correspondance :

N° contrat : C48425W
N° contrat : 1247000 / 091 471307/0
N° SIREN : 527543292

120000000 - 120000000 - 120000000

01/2019



Pour tout renseignement contactez :

SMABTP ANTONY
CS 88039
14 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAILLE
92184 ANTONY CEDEX
Tél : 01.89.01.87.05
Courriel : kathie_patekone@protonmail.fr

JTM RENOVISOL
22 rue Gustave Eiffel
L'espace Cristal Le technoparc
75300 POISSY

Attestation d'assurance

CAP 2000

Période de validité : du 01/01/2019 au 31/12/2019.

SMABTP ci-après désigné l'assureur atteste que l'assuré désigné ci-dessus est titulaire d'un contrat d'assurance professionnelle CAP 2000 numéro C48425W/1247000 / 091 471307/0.

1 - PÉRIMÈTRE DES ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES GARANTIES

Seules les activités professionnelles suivantes sont garanties par le présent contrat :

- Isolation thermique - Y compris l'activité "2232 PLANCHERS SURELEVÉS" suivant la définition QUALIBAT.
- Menuiserie en bois (sans charpente)
- Parquets (toutes catégories)
- Menuiserie extérieure
- Aménagements de locaux
- Electricité
- Peinture - Demeure exclu du champ des garanties du présent contrat au titre de l'activité-peinture, le traitement des peintures au plomb.
- Plomberie installations sanitaires
- Génie climatique
- Structure et travaux courants de maçonnerie - béton armé
- Carrelages mosaïques
- Plâtrerie à base de plaques de plâtre - plafonds - cloisons doublages.
- Ossature de bâtiment et structures métalliques

Lorsque l'assuré donne des travaux en sous-traitance, la garantie lui reste acquise même s'ils ne correspondent pas aux activités déclarées ci-dessus.

N° assuré : C48428VV
 N° contrat : 1247050 / 001 4713278
 N° SIRET : 820543292
 Attestation

2/3

2 - GARANTIES D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE ET COMPLEMENTAIRE POUR LES OUVRAGES SOUMIS A L'OBLIGATION D'ASSURANCE

Les garanties objets de la présente attestation s'appliquent :

- aux activités professionnelles suivantes : activités listées au paragraphe 1 ci-dessus ;
- aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe 1 à l'article A 243-t du code des assurances ;
- aux travaux réalisés en France Métropolitaine et dans les DROM ;
- aux chantiers dont le coût total de construction H.T. tous corps d'état (honoraires compris), déclaré par le maître d'ouvrage, n'est pas supérieur à la somme de 25 000 000 €. Cette somme est limitée en présence d'un contrat collectif de responsabilité décennale bénéficiant à l'assuré, comportant à son égard une franchise absolue au maximum de :
 - 10 000 000 € par sinistre si l'assuré réalise des travaux incluant la structure ou le gros œuvre,
 - 5 000 000 € par sinistre si l'assuré réalise des travaux n'incluant pas la structure ou le gros œuvre,
 - 3 000 000 € par sinistre si l'assuré est concepteur, non réalisateur de travaux.
- aux travaux, produits et procédés de construction suivants :
 - travaux de construction traditionnels, c'est-à-dire ceux réalisés avec des matériaux et des modes de construction éprouvés de longue date,
 - travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN), à des règles professionnelles acceptées par la C2P(1), ou à des recommandations professionnelles du programme RAGE 2012 non mises en observation par la C2P(2),
 - travaux de construction conformes au CCTG et ses fascicules ou à un référentiel spécifique à la technique utilisée publiée par un organisme reconnu par la profession, dans le cadre de marchés de travaux publics,
 - procédés ou produits faisant l'objet au jour de la passation du marché :
 - d'un Agrément Technique Européen (ATE) en cours de validité ou d'une Evaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis Technique (ATec), validés et non mis en observation par la C2P(3),
 - d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (ATEX) avec avis favorable,
 - d'un Pacte Innovation "vert" en cours de validité.

(1) Les règles professionnelles acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits) mise en oeuvre par l'Agence Qualité Construction (AQC) sont listées à l'annexe 2 de sa publication contractuelle de la C2P
 (2) Les recommandations professionnelles RAGE 2012 ("Règles de l'Art Grande Envergure 2012") sont consultables sur le site internet du programme RAGE : www.rage.fr/les-recommandations-grande-enervergure-2012.fr
 (3) Les certifications de la C2P sont consultables sur le site de l'AQC www.qualification-construction.com

Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.

-----Tableau de la garantie d'assurance de responsabilité décennale obligatoire en page suivante-----

N° assuré : C454104N
 N° contrat : 1547060 / 001 4712074
 N° SIREN : 527543192
 Adresse :

3/3

2.1 - ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE

| Nature de la garantie | Montant de la garantie |
|---|---|
| <p>Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré inscrite par les articles 1792 et suivants du code civil, dans la cadre et les limites prévues par les dispositions des articles L. 241-1 et L. 243-3 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale, et plus des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243-1-1 du même code.</p> <p>La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.</p> | <p>En Habitation : Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.</p> <p>Hors habitation : Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au 1° de l'article R. 243-3 du code des assurances.</p> <p>En présence d'un CCRD : Lorsqu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) est apposé au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.</p> |
| Durée et maintien de la garantie. | |
| <p>La garantie s'applique pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.</p> | |

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

2.2 - GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Le contrat garantit la responsabilité de l'assuré qui intervient en qualité de sous-traitant, en cas de dommages de nature décennale dans les conditions et limites posées par les articles 1792 et 1792-2 du code civil, sur des ouvrages soumis à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale. Cette garantie est accordée pour une durée ferme de dix ans à compter de la réception visée à l'article 1792-4-2 du code civil.

La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.

Le montant des garanties accordées couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage, sans pouvoir excéder en cas de CCRD :

- 10 000 000 € par sinistre si l'assuré réalise des travaux incluant la structure du le gros oeuvre,
- 5 000 000 € par sinistre si l'assuré réalise des travaux n'incluant pas la structure du le gros oeuvre.

N° Assuré : C4543899
 N° contrat : 1347070 / 001 47 13073
 N° SINISTRE : 517547292
 Attestation

4/5

2.3 - GARANTIE DE BON FONCTIONNEMENT

Le contrat garantit la responsabilité de l'assuré en cas de dommages matériels affectant les éléments d'équipements relevant de la garantie de bon fonctionnement visée à l'article 1792-3 du code civil.

Cette garantie est accordée pour une durée de deux ans à compter de la réception et pour un montant de 2 500 000 euros par sinistre.

3 - GARANTIE D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE POUR LES OUVRAGES NON SOUMIS A L'OBLIGATION D'ASSURANCE

La garantie objet du présent paragraphe s'applique :

- aux réclamations formulées pendant la période de validité de la présente attestation ;
- aux travaux réalisés en France Métropolitaine et dans les DROM ;
- aux opérations de construction non soumises à l'obligation d'assurance dont le coût total de construction M.T. tous corps d'état (honoraires compris mais éléments d'équipement techniques spéciaux exclus), déclaré par le maître d'ouvrage, n'est pas supérieur à la somme de 5 000 000 €. Au-delà de ce montant, l'assuré doit déclarer le chantier concerné et souscrire, auprès de l'assureur un avenant d'adaptation de garantie. A défaut, les garanties du contrat ne s'appliquent pas ;
- aux activités, travaux, produits et procédés de construction listés au paragraphe 2 ci-avant.

Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur. Tous travaux, ouvrages ou opérations ne correspondant pas aux conditions précitées peuvent faire l'objet sur demande spéciale de l'assuré d'une garantie spécifique, soit par contrat soit par avenant.

| Nature de la garantie | Montant de garantie |
|--|------------------------------|
| Garantie de responsabilité décennale pour les ouvrages non soumis à l'obligation d'assurance mentionnés au contrat, y compris en sa qualité de sous-traitant, dans les conditions et limites posées par les articles 1792, 1792-2, 1792-4-1 et 1792-4-2 du code civil. | 2 500 000 euros par sinistre |

4 - GARANTIE D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE (DOMMAGES EXTERIEURS A L'OUVRAGE)

Le contrat garantit la responsabilité civile de l'assuré en cas de dommages causés à des tiers en cours ou après exécution de ses travaux en dehors de tout dommage à l'ouvrage.

La garantie objet du présent paragraphe s'applique :

- aux activités professionnelles listées au paragraphe 1 ci-avant ;
- aux réclamations formulées pendant la période de validité de la présente attestation.

SMABTP

Service clientèle et assurance des sinistres et des recours collectifs
 Société d'assurance mutuelle à participation variable
 Principale siège par la Seine des assurances - 92016 Nanterre cedex
 à Nanterre Cedex - CS 11787 - 91796 NANTERRE CEDEX 15

N° assuré : C48438W
 N° contrat : 1247000 : 001 4713070
 N° DREPV : 421643892
 Attestation

5/5

| Nature de la garantie | Montant de garantie |
|--|--|
| Dommmages corporels | 8 000 000 euros par sinistre |
| Dommmages matériels | 2 000 000 euros par sinistre |
| Dommmages immatériels | 1 000 000 euros par sinistre |
| Limite pour dommmages matériels et immatériels résultant d'une erreur d'implantation | 200 000 euros par sinistre |
| Limite pour tous dommmages confondus (corporels, matériels et immatériels) dus ou liés à l'amiante ou à tout matériau contenant de l'amiante | 1 000 000 euros par sinistre et par an |
| Limite pour tous dommmages confondus d'assérisse à l'environnement | 1 000 000 euros par sinistre et par an |

Le présente attestation ne peut pas engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat précisé auquel elle se réfère.

Fait à Paris
 le 10/12/2018

Le Directeur Général



